

Thomas Snégaroff

D'un centenaire à l'autre : la Société d'histoire de la révolution de 1848 et le centenaire de la révolution de 1848

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Thomas Snégaroff, « D'un centenaire à l'autre : la Société d'histoire de la révolution de 1848 et le centenaire de la révolution de 1848 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 18 février 2006, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index951.html> ; DOI : 10.4000/rh19.951

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index951.html>

Document généré automatiquement le 03 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Thomas Snégaroff

D'un centenaire à l'autre : la Société d'histoire de la révolution de 1848 et le centenaire de la révolution de 1848

- 1 Célébrer le centenaire de la Société d'histoire de la révolution de 1848 en s'attardant sur un autre centenaire, celui précisément de la révolution de 1848 n'est pas qu'une simple mise en abîme amusante. Il s'agit aussi de revenir sur l'un des temps forts, une date charnière de l'histoire de « 48 », de la vie de cette société¹.
- 2 L'histoire du centenaire, il est vrai capital pour la résurrection de la Société et de sa revue, reste pourtant dans l'ensemble l'histoire d'un formidable espoir déçu. Quels espoirs ? Quelles déceptions ? Et finalement quelles conséquences sur la Société ?

Pour la Société d'histoire de la révolution de 1848, le centenaire est une chance

Une chance de renouer avec les origines de la Société d'histoire de la révolution de 1848

- 3 Durant la Seconde guerre mondiale, « 48 » cesse d'exister à l'image de l'ensemble des sociétés d'histoire françaises. La victoire fait naître l'espoir d'un triomphe de l'idéal quarante-huitard de solidarité tout en permettant à la Société de renaître de ses cendres. La paix retrouvée doit en effet permettre de renouer avec les origines de la Société d'Histoire de la révolution de 1848 dont les statuts précisaient que « l'objet [de la Société] est de grouper les personnes qui, en tous pays, s'intéressent dans un esprit démocratique à l'histoire de cette époque, soit en France, soit à l'étranger, et d'en organiser l'étude scientifique ».
- 4 L'horizon du centenaire permet également d'espérer retrouver l'enthousiasme des années trente qui peuvent apparaître comme le premier véritable âge d'or de la Société. Là encore, le contexte avait joué un rôle fondamental pour la vie de la Société. En 1933, « 48 » obtient le statut de société d'utilité publique, profitant probablement pleinement de l'action d'Aimé Berthod, vice-président de « 48 » et ministre de l'Instruction publique cette année-là. Puis durant le Front populaire l'intérêt renouvelé pour les études sur le monde ouvrier² du XIX^e profite à la Société qui s'éloigne ainsi de la révolution de 1848 *stricto sensu*.

La Société renaît autour du projet de la commémoration du centenaire de la révolution de 1848

- 5 Dès lors, immédiatement, la « résurrection » de la Société et de sa revue s'inscrit dans le contexte de la préparation du centenaire. « Résurrection » : le terme est emprunté à Émile Tersen, secrétaire général de la Société de 1848 au lendemain de la guerre, dans l'avant-propos du premier numéro de la revue après la guerre, à l'automne 1946. Les premières réunions ont lieu à l'instigation du jeune Rémy Gossez chez lui à Paris à l'automne 1945, le fils d'Alphonse-Marius Gossez qui dirigea les destinées de « 48 » durant l'entre-deux-guerres au poste central de secrétaire à la rédaction.
- 6 Les mots d'Émile Tersen dans l'avant-propos du premier numéro de la revue en 1946 sont émouvants : « Le responsable de cette résurrection, je tiens à le dire ici, c'est Rémy Gossez. Il a repris la tâche à laquelle son père, de 1930 à 1940, s'était déjà passionnément dévoué. À peine démobilisé, il s'est mis en campagne, a surmonté les hésitations des uns, le scepticisme des autres, a stimulé les lents. C'est chez lui qu'en octobre et novembre 1945 nous avons tenu nos premières réunions ».
- 7 Dans ce même avant-propos, plus loin, Émile Tersen insiste sur l'opportunité exceptionnelle du centenaire : « Dans moins de deux ans, nous aurons à célébrer [...] le centenaire de cette

révolution. Perspective qui offre à notre société le premier et le plus immédiat de ses buts : elle doit susciter par son activité, un vaste mouvement d'opinion, elle doit attirer et s'agréger tous ceux qui souhaitent donner au centenaire de 1848 tout l'éclat nécessaire. » Dans le numéro on peut également lire un passage d'une sorte de profession de foi : « À l'occasion du centenaire, plus particulièrement, l'objet de la Revue est d'encourager des recherches et des travaux, dont elle assurera la publication ». Ce n'est pas un hasard si la Société renaît véritablement le jour d'un anniversaire, le 24 février 1946, à la Sorbonne. Notons que la renaissance officielle (et administrative) date de décembre 1945 sous l'égide du président de l'époque, Justin Godart.

8 Si une Société d'histoire ne saurait se résumer à une organisation d'anniversaires, il est cependant évident qu'il s'agit là d'une de ses fonctions sociales primordiales.

9 Quelques mois plus tard, le 21 septembre 1946, l'Assemblée Nationale Constituante, sur proposition de la Société d'histoire, adoptait une double résolution, celle portée par les communistes (Roger Garaudy) et celle portée par le MRP (Jean Jacques Juglas)³, dont l'objet était d'organiser le centenaire de la révolution de 1848.

Le centenaire est également une occasion exceptionnelle pour effectivement renaître matériellement.

- 10 La volonté de concentrer tous les efforts de « 48 » n'est pas uniquement une posture intellectuelle. C'est aussi un bon moyen de relancer matériellement la revue. Au lendemain de la guerre, le principal problème auquel doivent faire face les sociétés d'histoire est le manque de papier nécessaire à l'édition de leurs revues. Or, une société d'histoire sans revue n'a guère d'avenir. Le contingentement de papier se poursuit en effet après 1945 et c'est l'Office Central de Répartition des produits industriels qui attribue le papier aux éditeurs. La Société d'histoire de la révolution de 1848 bénéficie alors de « largesses » compte tenu de son rôle dans la célébration du centenaire. Des subventions conséquentes lui permettent de maintenir son activité. Ainsi, pour l'année 1948, deux tiers des recettes de « 48 » proviennent d'une subvention étatique (soit 200 000 francs).
- 11 Par ailleurs, il faut ajouter des allocations de contingents de papier qui lui permettent de publier très rapidement après la guerre (premier numéro à l'automne 1946). En guise de comparaison, les *Annales* (fondées en 1929), reparaisent en 1946 et la *Revue d'Histoire Diplomatique* (fondée en 1886) en 1947, et ce n'est qu'en 1954 seulement que la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, née en 1899, reparaît⁴.
- 12 « 48 » (tout comme l'ensemble des sociétés d'histoire) n'est toutefois pas à l'abri de mauvaises surprises comme à la fin 1946 quand le contingent promis par le ministère de l'Information est finalement supprimé ou encore quand un arrêté de janvier 1948 réduit de 15% les attributions de papier pour les publications périodiques.

En retour, la Société d'histoire de la révolution de 1848 souhaite être, avec légitimité d'ailleurs, un acteur central de la commémoration

« 48 » occupe une place de choix dans l'organisation scientifique du centenaire

- 13 Outre le fait d'être à l'origine même de la résolution instituant une commémoration nationale pour le centenaire, la Société va jouer un rôle central dans l'organisation de la commémoration.
- 14 D'abord, à la tête du Comité national, qui est chargé de la dimension scientifique du centenaire, on trouve Justin Godart⁵ qui n'est autre que le président de « 48 ». Ce n'est pas uniquement à ce titre que lui est confiée cette direction mais il est clair que pour les sociétaires la reconnaissance est évidente et importante. Par ailleurs, parmi les sous-commissions mises sur pied (placées sous une unique Commission Nationale dirigée par le ministre de l'Éducation nationale Marcel-Edmond Naegelen), la Société d'histoire de 48 se voit confiée une sous-commission, celle des publications, sous la direction d'Émile Tersen. Il est clair que la Société est utilisée par les organisateurs dans sa fonction privilégiée.

Les réalisations dont elle est directement à l'origine sont loin d'être négligeables

- 15 Les réalisations de la Société concernent donc uniquement le volet scientifique et plus particulièrement éditorial. Cela n'empêche pas Émile Tersen, décidément très actif durant cette commémoration, mais aussi Georges Bourgin, vice-président de « 48 », d'intervenir à la radio dans le programme *La Tribune de Paris* qui consacre quatre émissions au centenaire.
- 16 Parmi le foisonnement éditorial (on a pu compter 94 ouvrages dont huit catalogues d'exposition publiés à l'occasion du centenaire, dix ouvrages généraux sur la révolution de 1848 chez huit éditeurs différents !), la « collection du centenaire » aux Presses universitaires de France occupe une place à part. La sous-commission des publications (confiée à « 48 ») fournit les textes aux PUF qui se chargent de les éditer, l'État s'engageant à souscrire mille exemplaires par volume. Ce sont des petits formats (type *Que sais-je ?*) comprenant de 64 à 84 pages. Le contenu est d'un haut niveau scientifique : ce ne sont pas des travaux originaux mais des résumés de recherches universitaires très récentes⁶. Les membres de « 48 » publient abondamment dans cette collection : Jean Bruhat, Justin Godart, Charles Schmidt et l'incontournable Émile Tersen participent à cette aventure éditoriale⁷.
- 17 L'apport le plus intéressant d'un point de vue historiographique est sans nul doute l'appui aux études provinciales (1/3 des publications à l'occasion du centenaire) avec une prédilection pour l'échelle départementale. Les comités départementaux étaient pilotés par la sous-commission départementale (dirigée par le socialiste Félix Bolaert) mais leurs publications s'intégraient dans la sous-commission Tersen. Le développement des études régionales étaient l'un des objectifs majeurs que s'était assignée « 48 » au lendemain de la Seconde guerre mondiale.
- 18 De même dès 1945, « 48 » avait ciblé d'autres domaines d'études comme les aspects économiques et sociaux ou encore internationaux (ainsi la revue consacre un numéro spécial à 1848 en Europe, n° 177, été 1947).

Tout ceci est permis grâce à un consensus régnant au début de la commémoration

- 19 Les succès de « 48 » dans l'organisation de la commémoration s'expliquent très largement par la légitimité de la Société en tant que spécialiste de 1848, mais aussi par un large consensus de la classe politique française autour de la commémoration. Quand le centenaire s'organise, alors que le budget est voté (125 millions de francs), le tripartisme est aux affaires. Même si c'est davantage une « alliance conflictuelle » pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Rioux (pensons au slogan MRP des législatives de novembre 1946 : « Bidault sans Thorez »⁸), qu'une union nationale, tous les partis politiques se retrouvent autour de cette commémoration, qui s'apparente à une « fête de la souveraineté » (Alain Corbin).
- 20 Au lendemain de la guerre, toutes les forces politiques françaises communient autour de l'exaltation de la République ressuscitée après la parenthèse vichyste. La République du MRP, des socialistes, des radicaux ou des communistes n'est pas forcément la même. Ainsi, la nécessité du consensus pousse essentiellement à la célébration de l'établissement de la Seconde République, davantage qu'à celles des journées révolutionnaires. Écoutons Marcel-Edmond Naegelen lors de la première réunion de la Commission nationale en février 1947 : « notre reconnaissance envers la Seconde République est aussi un acte de foi dans les destinées de la République nouvelle ». Et puis, il y a le souvenir de l'échec du 150^{ème} anniversaire de la Grande révolution, largement lié au refus de la droite de cette commémoration, d'où ce cri de Jacques Duclos poussé devant la Commission nationale pour la célébration du centenaire de 1848 : « On ne nous refera pas le coup de 1939 ! ».

Cependant, les efforts et les espoirs sont vite déçus

La commémoration devient un enjeu politique

- 21 Consensuelle dans ses prémices, la commémoration du centenaire devient rapidement conflictuelle. L'union nationale volant en éclat, le centenaire de la révolution devient un enjeu (secondaire évidemment mais cependant symbolique).

22 Le basculement est simple à dater : c'est le départ des ministres communistes du gouvernement le 5 mai 1947 et la radicalisation des antagonismes idéologiques dans le contexte des débuts de la guerre froide. Une véritable bataille pour la mémoire se joue, chacun revendiquant clairement l'héritage de 1848. La légitimité de la troisième force difficile à trouver dans les urnes s'exprime dès lors dans l'opposition au communisme. Le centenaire apparaît comme du pain béni pour le parti communiste dans la mesure où non seulement cette révolution populaire fait émerger la notion de fraternité, mais de plus elle est contemporaine de la rédaction du *Manifeste du parti communiste*. Des projets éditoriaux propres étaient donc prévus avant même le départ des communistes du gouvernement (édités chez « Hier et Aujourd'hui »). Mais après celui-ci, les communistes vont s'attaquer durement à cette commémoration dont ils considèrent que le gouvernement, « *social traître* », ne peut se prévaloir. « Nationalisé » depuis le printemps 1934, le PCF voit là une occasion de réaffirmer sa vocation révolutionnaire. Les mots de Jean Bruhat insistent sur la permanence des rapports de force : « Comme il y a un siècle, la lutte est ouverte aujourd'hui entre les forces de réaction et les forces de progrès ». Dans les faits, les communistes vont refuser de participer à cette commémoration qu'ils qualifient abondamment de « bourgeoise ». Parmi les nombreuses critiques, citons à l'occasion d'une cérémonie donnée par la ville de Paris le 22 février 1948 la réaction virulente de *L'Humanité* : « Le gouvernement a décidé que le banquier néo-fasciste M. Pierre de Gaulle prendra la parole dimanche. Prétexte : le centenaire de la révolution de 1848. Nous dénonçons au gouvernement René Mayer-Banque Rothschild le droit de commémorer 1848 ». De même, deux jours plus tard, lors de la cérémonie officielle dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, alors que Léon Blum vient de prendre la parole, des jeunes communistes⁹ hurlent et insultent le vieux leader socialiste.

« 48 », trop marquée politiquement, est progressivement écartée d'une commémoration finalement décevante

- 23 Dans ce contexte, comment réagit la Société d'histoire de 1848, très proche du parti communiste ? Elle ne claque pas la porte des commémorations officielles (vitales pour son existence, rappelons-le), poursuivant son travail scientifique évoqué plus haut, participant même activement à la célébration officielle à la Sorbonne le 24 février 1948 (celle-là même où Léon Blum est chahuté), profitant d'ailleurs de cette célébration pour réunir son assemblée ordinaire.
- 24 Ceci dit, l'ancrage idéologique de la Société surgit avec force au moment de faire le bilan de cette commémoration. La déception apparaît clairement dans la revue. Le premier numéro de 1949 dépasse le cadre du centenaire pour prendre l'allure d'une contestation contre l'ordre établi (« 48 » s'inscrivant donc pleinement dans le jeu de l'usage politique de la cérémonie). Ainsi, Georges Bourgin regrette le peu de crédits employés pour la recherche ciblant en particulier le refus du gouvernement de réaliser un inventaire des sources manuscrites¹⁰ pour des raisons financières : « Il y a peu d'argent pour la recherche scientifique et les inspecteurs des finances sont les maîtres de la République ». Il regrette aussi qu'avec les « quelques millions inemployés [à cause de l'abandon du projet Grémillon, voir plus loin] » on n'ait pu fonder un Institut d'Histoire de la révolution de 1848.
- 25 On comprend la déception de « 48 » quand on relit les espoirs formulés en 1946 par Émile Tersen : « Il faudrait éviter que l'intérêt soulevé ne soit qu'un intérêt de circonstance. Il ne faut pas que l'élan soit brisé, dès que 1848 aura cessé d'être un centenaire ». Le même Émile Tersen dans un article de 1949 critique la célébration du centenaire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies qui en magnifiant à outrance l'œuvre et la personnalité de Victor Schœlcher oubliait, selon lui, de s'interroger sur la légitimité de la colonisation. Bref, un sentiment qui tranche nettement avec les espoirs des débuts.

Un échec retentissant : le film de Jean Grémillon

- 26 Un film devait être réalisé par Jean Grémillon, *Le Printemps de la Liberté*. L'État s'était engagé à le coproduire à hauteur de 40 millions de francs, soit près d'un tiers du budget total de la commémoration (l'autre producteur devait être l'Union Générale de la Cinématographie

pour 60 millions de francs). L'objectif de cet ambitieux projet est rappelé par Marcel Cornu, président communiste de la sous-commission s'occupant des spectacles : « Le cinéma est le seul moyen efficace pour toucher et instruire le grand public ». Jean Grémillon est lui-même un compagnon de route (en 1946, l'Union Nationale des Intellectuels avait déjà proposé son nom pour faire partie de l'organisation du centenaire).

27 L'échec de ce grand projet présente un double intérêt pour notre propos. Non seulement il traduit plus globalement les enjeux politiques du centenaire, mais en plus il permet de saisir une fois encore l'espoir déçu de la Société d'histoire de 1848, très active sur le projet, notamment par l'intermédiaire d'Émile Tersen.

28 Début juin 1948, après quinze mois de travail préparatoire (dialogue, maquette, story board), l'État se désengage¹¹. L'argument avancé est économique : la vie chère (essentiellement due à l'augmentation du coût des matières premières) condamne un projet qui aurait coûté deux fois plus que prévu. Le contexte politique ne peut cependant pas être écarté. Ce film a une fonction éducative mais aussi idéologique. Les extraits d'une lettre adressée par Émile Tersen à Jean Grémillon permettent de saisir clairement les usages politiques de la mémoire.

29

Extraits d'une lettre envoyée par Émile Tersen à Jean Grémillon à propos du *Printemps de la Liberté*, le 3 août 1948¹²

« J'en arrive, tu vas être content au dernier point, à mon avis beaucoup plus important que tous les autres réunis : c'est le dénouement du film. L'épisode des catacombes, je suis trop content de l'avoir trouvé pour en contester la valeur dramatique et les possibilités. Mais je n'y vois qu'un épisode, toi une fin.

[...] Je comprends bien : tu es, esthétiquement, passionné par ce dénouement. Rayons et ombres, ces flambeaux qui palpitent et s'éteignent, ces corps jeunes que la mort envahit et qui en subissent pour ne pas se rendre. Pour toi cette mort est une victoire.

Dans la salle, dans les salles du monde, où j'espère, sortira ce film, combien comprendront ? Ils ne verront que la défaite, écrasante et totale, la pierre du tombeau refermé [...]. Saisis-tu l'effet sur tant de braves gens, ignorants de l'Histoire, et qui ne comprendront qu'une chose : beaucoup de sang versé pour rien. Vois-tu l'impression sur tant de jeunes — je les connais bien — abreuvés de Gide, de Mauriac, de Sartre et qui cherchent la lumière. Et les lumières, elles s'éteignent. C'est toi qui les éteins [...].

Nos personnages sont des symboles : ils sont le peuple et les flambeaux agonisants, c'est la Révolution. Et je sais très bien que la Révolution de Juin a été écrasée, et que peu après, la pseudo-république qui survivait a péri. Mais je sais aussi et je te crie, Jean, que le peuple n'est jamais vraiment vaincu. Il refait toujours ses forces [...]. L'ensemble des hommes n'échoue pas, l'échec ici, n'est qu'une expérience manquée : on s'arrête, on réfléchit, on repart. L'Histoire est avec moi, ici, qui atteste que nombre de déportés de Juin accueillirent leur condamnation en criant « Vive la République démocratique et sociale » [...]. Et c'est le mot de Manin, pourtant vaincu lui aussi et qui mourra pauvre et exilé : « Nous avons semé, ces germes grandiront ».

Notre film va sortir en pleine période d'anticommunisme forcené. Nous avons à cet égard une mission à remplir (je ne pense pas au comité officiel du Centenaire, bien entendu, mais aux idées que nous servons). Nous ne devons pas présenter des gens qui subissent, des martyrs, mais des gens qui luttent, rendent les coups et n'avouent pas leur défaite. Il est valable, certes, et nécessaire de montrer ce que fut la répression, l'agonie, la mort de certains. Mais tu te dois, tu nous dois d'apposer à cela un élément de vie et d'espoir. Tu m'as dit l'autre jour — un peu sèchement — « je ne peux pas finir sur un feu d'artifice ». Entre la mort souterraine et un feu d'artifice, il y a de la marge : il y a le soleil qui se lève tous les jours [...]. »

30 * * *

32 Le double contexte de la commémoration a imposé à la Société d'histoire de la révolution de 1848 une approche ambivalente. Le contexte de reconstruction a imposé des contraintes matérielles qui ont obligé la Société à s'impliquer scientifiquement dans la commémoration pour survivre. Puis, dans le contexte de division idéologique, de basculement dans un monde bipolaire, «48» a critiqué une commémoration légitimante pour le pouvoir en place. À la sortie du centenaire, le bilan pour « 48 » est donc contrasté. D'un point de vue matériel, la pérennité de la Société semble assurée. Elle compte 161 sociétaires en 1948, 140 l'année suivante (ce chiffre baissera, sensiblement il est vrai, après) mais surtout la subvention d'État permet de voir venir. D'un point de vue scientifique, le bilan est nuancé. Certes, le centenaire a été l'occasion

de la multiplication des publications dans des domaines jusque là peu étudiés mais en même temps il apparaît que l'« engouement » (au moins éditorial) reste largement circonscrit au centenaire. Enfin, d'un point de vue idéologique, se pose le problème d'avoir eu un rôle central dans une commémoration finalement détournée par le pouvoir en place.

33 Le centenaire de la révolution de 1848 nous rappelle qu'une Société d'histoire doit naviguer entre des considérations scientifiques — voire idéologiques parfois — mais aussi matérielles. Sa pérennité, jamais assurée, en dépend.

Notes

1. Jean-Luc MAYAUD, « Le centenaire de la révolution de 1848 en France : unité et éclatement » dans *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 14, 1997/1, pp. 19-29. Thomas SNÉGAROFF, *Le centenaire de la révolution de 1848 en France*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Jean-Yves Mollier, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, juin 1996, 208^of. Rémy GOSSEZ, Philippe VIGIER, « 1848-1948. Les Printemps des Peuples. Le centenaire en France (entretien) », dans *Histoire des centenaires ou le devenir des révolutions—1848. Révolutions et mutation au XIX^e siècle*, n° 5, 1989, pp. 45-53
2. Rémy GOSSEZ, « Éléments pour un historique de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle. 1904-1940 », dans *1848. Révolutions et mutation au XIX^e siècle*, n° 2, 1986, p. 29.
3. *Journal Officiel* du 21 septembre 1946.
4. *Vingt cinq ans de recherche historique en France (1940-1965)*, Paris, CNRS, 1965.
5. Annette WIEVIORKA [dir.], *Justin Godart. Un homme dans son siècle (1871-1956)*, Paris, CNRS Éditions, 2004, XIV-261 p.
6. Petite originalité, c'est dans cette collection que René Rémond publie son premier ouvrage tiré de son mémoire de maîtrise sur les idées de Lamennais en matière d'éducation.
7. Jean BRUHAT, *Les journées de février 1848* ; Justin GODART, *A Lyon, en 1848. Les Voraces* ; Charles SCHMIDT, *Des ateliers nationaux aux barricades de juin* ; Émile TERSEN, *Le gouvernement provisoire et l'Europe*.
8. L'unité, largement de façade, est affichée par Maurice Thorez dans une célèbre interview accordée au *Times* en novembre 1946 au cours de laquelle il faisait expressément du parti communiste un parti de gouvernement : « Nous avons répété expressément au cours de notre campagne électorale [législatives de novembre 1946] que nous ne demandions pas au peuple le mandat d'appliquer un programme strictement communiste, c'est-à-dire reposant sur une transformation radicale du régime actuel de la propriété et des rapports de productions qui en découlent ».
9. Ils ne le resteront pas toujours : ni jeunes (bien sûr), ni communistes puisque parmi les étudiants arrêtés on trouve Jean-Jacques Becker ou encore Annie Kriegel.
10. Référence au *Comité pour la recherche et la publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution de 1789* qu'a dirigé Jaurès à ses débuts.
11. *Printemps de la Liberté, découpage avec introduction et notes de Pierre Kast*, Paris, La Bibliothèque française, 1948.
12. Archives Jean Grémillon, Bibliothèque de l'Arsenal.

Pour citer cet article

Référence électronique

Thomas Snégaroff, « D'un centenaire à l'autre : la Société d'histoire de la révolution de 1848 et le centenaire de la révolution de 1848 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 18 février 2006, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index951.html> ; DOI : 10.4000/rh19.951

À propos de l'auteur

Thomas Snégaroff

Agrégé d'histoire, titulaire d'un DEA d'histoire contemporaine et professeur en classes préparatoires au lycée Saint-Jean de Dou

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Résumé / Abstract

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la perspective de la commémoration du centenaire de 1848 apparaît comme une chance exceptionnelle pour la Société d'histoire de la révolution de 1848. C'est l'occasion de renouer avec ses missions et, plus matériellement, de profiter des subventions d'État pour relancer la publication de la revue, effective dès l'automne 1946. Dès lors, la Société joue un rôle capital dans la préparation scientifique du centenaire en s'occupant de la sous-commission des publications (dirigée par Émile Tersen). L'une de ses principales réalisations demeure la Collection du centenaire publiée aux Presses universitaires de France. L'impulsion donnée aux recherches locales doit également être mise au crédit de la Société.

Ses espoirs sont vite déçus. Au moment du centenaire, la belle unanimité de 1946 a volé en éclats. Chaque force politique revendique la mémoire de 1848. Dans ce contexte agité, la Société, proche des communistes, poursuit son travail mais affiche ses regrets au moment de faire le bilan de la commémoration insistant notamment sur l'insuffisance des crédits pour le développement de la recherche scientifique. L'annulation du projet de film de Jean Grémillon, soutenu par la Société, traduit les enjeux idéologiques d'une célébration en partie gâchée. Cela dit, grâce au centenaire, la Société d'histoire de la révolution de 1848 a réussi sa « résurrection » (Émile Tersen).

The Société d'histoire de la révolution de 1848 and the 1948 centenary of the 1848 revolution
 In the wake of World War II, the Société d'histoire de la révolution de 1848 (the Society for the history of the 1848 Revolution) regarded the prospect of the hundredth anniversary of the 1848 Revolution as an unprecedented opportunity that could not be missed. To the Société, the forthcoming celebration was the best opportunity to revive its various missions and, from a more practical perspective, to enjoy the government subsidies to relaunch its journal, which it did as early as 1946. From then on, the Société played a major role in the scientific preparations for the centenary as it was in charge of the sub-committee for publications, with Emile Tersen at its head. One of its main achievements was the Collection du Centenaire, published by the Presses universitaires de France (PUF). The Société ought to be credited also for the impetus it gave to local research.

Its hopes, however, were to be shattered. By 1948, the unanimous spirit of 1946 had gone. Every political group claimed the memory of 1848 as its own prerogative. In this stormy context, the activities of the Société, which had close links with the communists, did not relent, but the Société expressed much regret as the celebration was being assessed, insisting in particular on the lack of government subsidies for the development of scientific research. Jean Grémillon's aborted film project, a project that was supported by the Société, epitomizes the ideological stakes of a partly failed celebration. But thanks to the centenary, the Société d'histoire de la révolution de 1848 was, as Emile Tersen put it, "resurrected".

Licence portant sur le document : Tous droits réservés